

« La dictature des fantasmes »

© 22/08/2019 |  Cédric Henry, président de la FDSEA d'Ille-et-Vilaine •  Terre-net Média

Le maire de Langouët, commune d'Ille-et-Vilaine comptant 602 habitants, comparaît devant le tribunal administratif de Rennes ce jeudi pour avoir pris un arrêté interdisant l'usage de produits phytosanitaires près des habitations. Face à l'initiative de l'élu local, Cédric Henry, président de la FDSEA brétilienne, dénonce une « dictature permanente des fantasmes » et les « injonctions autoritaires et racleuses d'élus qui dressent leur population contre des paysans ».



Plusieurs
maires de
France ont pris
des arrêtés
interdisant
l'usage
agricole des
produits
phytosanitaires
près des
habitations. En
2012, le
tribunal
administratif
de Lyon avait
annulé un
arrêté similaire.
(©Fotolia)

« **L**angouët est devenu depuis quelques temps le symbole d'une résistance et d'une **opposition citoyenne à l'utilisation des produits phytosanitaires**. Comme Sivals en son temps ou Notre-Dame-des-Landes sur d'autres sujets.

En savoir plus >> [Les raisons de Daniel Cueff, maire de Langouët, pour avoir interdit l'usage agricole des produits phytos près des habitations de sa commune](#)

Ces mouvements contestataires peuvent être utiles et ont parfois le mérite de faire avancer les débats sur des questions de société, des questions primordiales qui nous touchent tous, comme la santé, la biodiversité, la ressource en eau ou la qualité de l'air.

Pour autant, je ne peux pas admettre ce qui se passe à **Langouët**. Nous sommes face à un maire qui outrepassé ses droits. À quel titre, un maire pourrait-il se substituer à un ministre ? La préfète a eu raison de demander le retrait de cet arrêté. Accepter de telles pratiques reviendrait à ouvrir la boîte de pandore, ce serait le retour des barons locaux et du règne des seigneurs sur leurs serfs.



Installé en
Gaec,
Cédric
Henry est
producteur
de lait, de
volailles et
de
céréales
sur la

En voulant **interdire les produits phytosanitaires**, on fait croire au citoyen français que la production agricole nationale peut être entièrement bio. Pensez-vous que tous les ménages sont prêts aujourd'hui à **manger 100 % bio et français**, qui en aurait vraiment les moyens ? Qui a fait aujourd'hui la démonstration que nous pourrions **maîtriser nos productions végétales sans aucun produit de synthèse** à grande échelle ? Qui a fait cette démonstration en intégrant les coûts de production et la pénurie de main d'œuvre ? Personne. La question de l'utilisation des produits phytosanitaires, comme d'autres d'ailleurs (bien-être animal, contribution de l'agriculture à l'effet de serre, les OGM...), nécessite davantage de réflexion, d'objectivité et d'honnêteté intellectuelle.

Lu dans la presse >> [« Notre agriculture enfermée entre quatre murs » : la colère d'une agricultrice](#)

Prétexte fondé, mais mesure inappropriée et inacceptable

Imaginez-vous demain un maire prenant un arrêté qui interdit à ses administrés la consommation de médicaments et de contraceptifs au prétexte que des **perturbateurs endocriniens** se retrouvent dans l'eau du robinet. Même si le prétexte est fondé, la mesure est inappropriée et inacceptable.

Et un autre maire qui prend un arrêté interdisant **l'épandage de boues de station d'épuration** sur sa commune au prétexte qu'elles contiennent des métaux lourds. Là encore, le prétexte est fondé, mais la mesure inappropriée. Que ferait-on des montagnes de boues que les villes et les métropoles envoient vers nos campagnes ?

“ ***Nous sommes dans une dictature permanente des fantasmes, dans une course à l'échalote pour savoir qui va laver plus blanc que blanc.*** ”

Nous sommes dans une dictature permanente des fantasmes, dans une course à l'échalote pour savoir qui va laver plus blanc que blanc. Qui sera le plus exemplaire, le plus vert ? **La profession agricole propose des solutions, des compromis**, des avancées mais ce n'est jamais assez. Nous travaillons avec du vivant, avec le climat, **nous prenons des risques pour nourrir des millions de consommateurs**. Nous devrions avoir le soutien et l'admiration de tous les élus, sans exception. Au lieu de cela, certains élus cultivent l'exclusion, la stigmatisation en faisant rêver leurs électeurs. Ils promettent la lune, font la promotion de fantasmes et cultivent la peur.

Je suis d'accord pour que nous, les professionnels, la recherche, les industriels, les consommateurs, les citoyens et les élus, nous **unissions nos intelligences, nos expériences, nos connaissances du terrain** pour imaginer et tester de nouvelles solutions qui répondent aux attentes citoyennes tout en garantissant notre revenu. C'est le principe du « contrat de solutions » imaginé par notre syndicat (la FNSEA, ndlr). Mais je m'opposerai toujours fermement aux **injonctions autoritaires et racoleuses d'élus qui dressent leur population contre des paysans** qui ont choisi de pratiquer une agriculture conventionnelle et raisonnée. »

Sur le même sujet >> [Produits phytos - Des propositions « très prochainement » pour « mieux protéger » les habitants](#)

À lire aussi >> [Le coup de gueule de Vincent Guyot : « Comment je me suis fait manipuler par Envoyé Spécial »](#)